

dit que des cuisines populaires ont été établies,—certains députés en ont parlé,—en vue de pallier aux cas d'urgence, cela nous remet en mémoire certaines années pas très éloignées. Je ne crois pas qu'aucun de nous désire voir se répéter semblables situations, non, pas même les membres du Gouvernement. Nous ne voulons pas le retour de ces événements des jours passés. Pendant une partie au moins de ces années, je m'occupais d'épicerie. Je vois encore des pères et mères de famille déposer sur le comptoir une feuille de papier autorisant l'épicier à leur fournir pour \$2 ou \$3 d'épiceries pour la semaine. Je me souviens fort bien que les commis disaient souvent, quand ils discutaient entre eux, que la situation était grave quand on en était là. Au lieu de demander du beurre ou même de la margarine ces parents inscrivait sur leur liste d'épiceries une ou deux livres de suif de bœuf pour tartiner le pain du goûter des enfants.

Le problème existe présentement et il m'a fait plaisir d'entendre l'adjoint parlementaire au ministre de la Production de défense (M. Dickey) reconnaître au moins ce fait. Nous avons discuté ce problème du point de vue de ses effets sur la structure économique de notre pays, mais je prétends qu'il influe encore davantage sur la vie, le caractère et le moral des Canadiens. Le problème existe donc et il vaut aussi bien l'envisager. Nous ferions mieux de le reconnaître.

Je crois que nous devons l'examiner en tenant compte de deux aspects. Premièrement, des remèdes immédiats s'imposent. Il y a quelques jours, j'ai reçu une lettre provenant d'un secteur de ma circonscription à propos d'un jeune homme qui se trouve actuellement sans emploi. Il avait eu un emploi mais à cause de sa situation familiale, de ses problèmes conjugaux,—il n'est pas le seul dans ce cas, quoique je ne dise pas que c'est le mien,—...

M. Argue: Nous sommes tous occupés de cette façon.

M. Patterson: ... du fait qu'il a dû s'occuper de ses affaires en rapport avec le bien qu'il détenait sous l'empire de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, il a été forcé de quitter son emploi et de rentrer chez lui. Les semaines et les mois passèrent. Il a demandé des prestations d'assurance-chômage mais il ne les a pas obtenues et apparemment ne peut pas en obtenir. J'ai déjà écrit en demandant un rapport sur cette affaire mais je n'ai encore rien reçu. D'après la lettre, ce jeune homme aurait été obligé de se défaire d'une partie de son mobilier pour subvenir à ses dépenses.

J'estime, monsieur l'Orateur, que nous devons trouver immédiatement une solution au problème. Et non seulement cela, mais nous devons aussi, il me semble, élaborer un programme à longue portée destiné à empêcher le retour éventuel d'un pareil état de choses. On dit que, faute de clairvoyance, les gens périssent. J'imagine que nous avons eu un assez bel exemple de la chose durant les années 30. Il semble que nous n'avons pas modifié profondément notre manière d'envisager les problèmes économiques que nous avons à résoudre et la seule conclusion qui s'impose c'est que l'histoire va se répéter et que nous verrons le retour d'un pareil état de choses.

Il vaut la peine, je crois, d'examiner le cycle suivant. On a dit que le manque périodique de pouvoir d'achat entraîne le manque de marchés pour l'écoulement des produits et, partant, le chômage. Il en découle une crise économique qui aboutit à des heurts internationaux qui conduisent à la guerre, laquelle entraîne inéluctablement un accroissement des emprunts, des dettes et l'inflation, auxquels on ne peut faire face qu'en multipliant les impôts. La paix vient alors et plus tard le cycle se répète. C'est là l'histoire du passé et, en dépit des chers espoirs que nous entretenons, en dépit des prophéties faites à la légère et des déclarations en sens contraire, je crains ai-je dit, que l'histoire ne se répète à moins que le Gouvernement ne prenne les mesures nécessaires à la solution du problème et fasse en sorte que les gens aient assez de pouvoir d'achat pour être en mesure d'acquiescer les produits de l'usine et de la ferme afin de stimuler la production des articles essentiels à la vie.

Voilà la situation, le problème existe et j'estime qu'il y a lieu de prendre des mesures immédiates et d'élaborer un programme à longue portée pour prévenir le retour d'un si déplorable état de choses.

M. Elmore Philpott (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, je n'hésite pas à prendre part au débat bien que, avant aujourd'hui, je n'ai eu aucune intention d'y participer. L'autre jour, le chef de l'opposition (M. Drew) a bien voulu dire à la Chambre que lui et moi sommes de très vieux amis. Il a parlé du temps que nous avons passé ensemble à l'université, de nos années de service pendant la guerre et il s'est servi d'une expression sur laquelle je reviendrai moi-même maintenant, parce que j'ai été mis en cause. J'ai assez de mémoire pour me rappeler le terrible effondrement de la bourse en 1929 et la grave crise économique qui a duré de 1930 à 1935. (Exclamations.)

M. MacInnis: A 1939 et 1940.